

JOURNAL DE S^T-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.

Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, maison Droux, n° 15.

Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.

Les abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.

PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG.

ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.

RECLAMES 25

FAITS DIVERS 75

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du

Journal, lib. de la Cour Impériale, n° 15, de la Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LACHMAN, et d'annonces à Kiew; R. ULMAN et C^o, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BODKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BARONSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^o, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse Friedrichstr. n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VÖGLER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

| | En ville | En province |
|---|------------|-------------|
| Russie (SAINT-PETERSBOURG, Moscou, Pétersbourg, Varsovie, Odessa, Riga, Kiew, etc.) | 2 r. | 2 r. 50 c. |
| Belgique, Suisse, Hollande, Italie, etc. | 2 r. 50 c. | 3 r. |
| France, Danemark, Angleterre et Roumanie. | 3 r. | 3 r. 50 c. |
| Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte. | 3 r. 50 c. | 4 r. |
| Etats-Unis d'Amérique. | 4 r. | 5 r. |

Prix en numéraire: en ville 40 cop.; d'une demi-feuille 60 cop.; à l'intérieur 120 cop.; d'une demi-feuille 70 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER. Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.

Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour (ancien Gloukhov) pérouok, 15.

Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres à: Papanikolaou, rascun Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky pérouok, n° 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.

Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 24 février.

DÉCRETION ÉTRANGÈRE. Le 19 février, S. M. l'Empereur a daigné accorder au colonel du génie Kozlovsky, chef des constructions du port de Nicolaïev, l'autorisation d'accepter et de porter l'ordre du Lion et du Soleil de la 2^e classe avec l'étoile, de Perse.

(Messenger officiel.)

En vertu des dispositions de l'art. 49 du règlement pour la mise en vigueur des codes judiciaires, sanctionnés par S. M. l'Empereur le 19 octobre 1865, le ministre de la justice a confirmé en qualité de mandataire juré (avocat) dans le ressort de la cour de justice de Kazan, le conseiller d'Etat actuel de Timoth.

(Idem.)

Le ministre de l'intérieur a autorisé l'ouverture de caisses de prêts et d'épargne dans onze gminy (communes rurales) et quatre possédés des gouvernements de Kalysz, de Lublin, de Radom et de Siedlec.

(Idem.)

BANQUE DE L'ÉTAT. — La Banque de l'Etat a l'honneur de prévenir les personnes qui lui ont notifié le désir d'échanger les certificats provisoires contre les obligations définitives 5 0/0 de la 3^e émission des chemins de fer russes, que cet échange aura lieu du 2 au 30 mars inclusivement.

Du 2 au 10 mars il y aura procédé journalièrement, à l'exception du dimanche, l'échange aura lieu entre les 13, 16, 20, 23, 27 et 30 mars, de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi. Les certificats provisoires non présentés dans le terme indiqué ne seront point échangés.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat LAMANSKY.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Aux détails que nous avons déjà empruntés à la Voix sur le projet de réforme militaire, nous croyons devoir encore ajouter les données complémentaires suivantes, que nous trouvons dans un long exposé de ce projet fait par la Gazette de Moscou.

Après cinq séjours au camp les soldats recevront des congés temporaires, dont ils pourront être rappelés, même en temps de paix, si le besoin s'en présentait. Les militaires inscrits dans la réserve ne pourront être appelés sous les drapeaux qu'en cas de guerre. Ils seront cependant astreints à prendre part à des rassemblements de troupes, qui d'ailleurs n'auront lieu que deux fois au plus pendant toute la durée du service militaire dans la réserve. Certaines fonctions publiques dispensent cependant du devoir d'assister à ces rassemblements.

Tous ceux que le sort aura exemptés du service actif seront inscrits dans les contrôles de la milice nationale et y resteront jusqu'à l'âge de 35 ans. Les hommes qui auront achevé leur service dans l'armée active et la réserve sont considérés comme faisant partie, jusqu'à un même âge, de la milice nationale. Cette milice ne peut être appelée que par un manifeste spécial du Souverain. Il n'y a que les militaires âgés de moins de 27 ans qui pourront être envoyés à l'ennemi. Cette classe de la milice peut être employée à compléter l'effectif de l'armée active en cas d'épuisement de la réserve.

Les exemptions complètes ne seront accordées qu'aux membres du clergé chrétien de tous les cultes et aux desservants orthodoxes ayant achevé leurs études dans les académies et les séminaires de théologie. Les exemptions du service actif avec inscription directe dans les contrôles de la réserve seront accordées: a. aux docteurs en médecine, aux médecins diplômés et aux autres sciences vétérinaires; b. aux professeurs de toutes les sciences et de tous les arts qui rentrent dans les programmes des écoles publiques de toutes les classes; c. aux pensionnaires de l'Académie des beaux-arts envoyés à l'étranger aux frais de l'Etat; d. aux pensionnaires de l'école des théâtres impériaux ayant reçu le diplôme d'artiste.

LES REVUES RUSSSES.

Le Messenger de l'Europe semble avoir pris à tâche de dissiper par sa seconde livraison l'impression fautive que la première avait produite sur les lecteurs: sa livraison de février est attachante et remplie de travaux d'un véritable mérite.

Mentionnons d'abord la suite de ce roman de M. Alimsky, Alexis Slobodine, dont nous avons déjà parlé plusieurs fois avec éloges et dont le plan, s'élargit tout à coup, d'une manière assez inattendue. En faisant entrer son héros en plein dans certains cercles du monde intelligent de St-Petersbourg en 1848, l'auteur se transforme brusquement. Le sympathique conteur d'une histoire intime fait place au romancier de mœurs qui, à la distance où nous sommes, sont devenues déjà pour ainsi dire des mœurs historiques, et qu'il peint avec une rare fermeté de touche et un remarquable talent.

Beaucoup de nos lecteurs ont sans doute observé comme nous le charme, tout particulier qu'on éprouve à lire certains récits d'événements dont on a été témoin et qui n'en sont pas moins déjà tombés dans le domaine de l'histoire. Si l'auteur du récit a « vécu » lui-même les événements qu'il retrace, l'effet produit est très-saisissant. On se reprend à vivre de cette vie à moitié oubliée; on résume des

impressions plus ou moins effacées; on comprend mieux et plus clairement ces épisodes auxquels on a été mêlé sans qu'on songeait, à cette époque, qu'un jour viendrait où ces épisodes seraient autant de traits dans le tableau de toute une société, de toute une civilisation.

Les faits principaux deviennent plus saillants, débarrassés qu'ils sont de tout le fatras des incidents accessoires, qui, pour les contemporains, dissimulent toujours les dimensions vraies de tel ou tel événement destiné à passer dans l'histoire. On est tout étonné souvent de la portée que le temps a donnée à tel ou tel de ces épisodes, dont on n'a gardé qu'un souvenir confus; plus souvent encore on est surpris de voir que certaines personnalités avec lesquelles on avait frayé alors de pair à compagnon n'étaient rien moins que des personnalités caractéristiques de toute une époque, du développement moral et intellectuel d'une société dont on est membre.

L'époque que l'on désigne ordinairement chez nous par la date de 1848 est surtout riche en souvenirs de ce genre. C'était un temps singulier et néanmoins extrêmement sympathique. La société russe intelligente était, pour ainsi dire, dans une de ces crises de genèse sociale qui inaugurent toujours certaines périodes de développement historique dans la vie d'un peuple. Le cycle du mouvement libéral et humanitaire qui devait aboutir aux grandes réformes de notre époque s'ouvrait par un mouvement intellectuel, confus, il est vrai, mais attrayant. Les fils et les petits-fils des généraux rêveurs du règne d'Alexandre 1^{er} paraissaient vouloir prouver qu'ils n'avaient pas dé-

saïent la longue période de lourde acalmie, après les événements de 1825, n'avaient pas décliné en eux ces aspirations qui, à une autre époque, avaient abouti à la célèbre Union du bien public, dont presque tous les hommes éminents du règne précédent étaient membres.

Les événements européens favorisaient ces tendances. L'Europe occidentale vivait alors d'une vie intellectuelle enfiévrée, surexcitée au plus haut degré. Paris était le centre d'un mouvement social dont la portée est déjà reconnue par l'histoire et qui rayonnait sur toute l'Europe. Le foyer de ce mouvement était, il est vrai, bien plus éloigné de nous, qu'à notre époque de communications rapides et de l'électricité mise au service de la pensée, mais c'était peut-être une raison de plus pour que ce qui se passait en Occident exerçât chez nous un prestige d'autant plus puissant sur les esprits.

S'occupait avec passion de choses qui semblaient nous importer fort peu, car elles n'avaient pas de rapports directs avec la vie sociale russe d'alors. Mais c'était précisément parce que cette vie était si dissimulée, si cachée de tout le reste de l'Europe, que l'élite de l'intelligence russe s'attachait ardemment à l'étude des événements de l'Europe occidentale. On se créait des intérêts factices, parce que ceux de la vie à laquelle on était voué étaient par trop terre-à-terre, parce que l'on était fatigué du vide moral qui formait le milieu ambiant de la société à laquelle on appartenait. On était cosmopolite avant tout, et cela pa-

raissait logique et tout naturel. Le petit groupe moscovite à la tête duquel se trouvaient Khomiakov, Kirilovsky et les frères Aksakov, avait beau protester et déclarer que la vie russe n'était point, aussi indigne de l'étude et des sympathies que les « Occidentomanes » voulaient bien le dire — on se moquait d'eux, on les accablait d'invectives, on les traitait de suppôts de l'obscurantisme... Et c'était encore naturel, — car ce petit groupe avait le tort immense de dépasser son époque, de voir dans l'avenir, à une distance où la vue de tout le monde ne pouvait point porter.

D'ailleurs, à quoi bon ce pénible travail d'incubation que Khomiakov prêchait et que Kirilovsky déclarait indispensable? Pourquoi chercher à créer de toutes pièces de nouvelles théories sociales et politiques lorsque ce travail était déjà fait et semblait si bien fait par les penseurs de l'Occident? On croyait n'avoir qu'à tendre la main pour cueillir les fruits de l'arbre de la sagesse occidentale... On ne savait pas encore, on ne pouvait savoir quelle était véritablement la nature de ces fruits...

Tout cela était assez confus et désordonné. On n'avait pas sous la main une presse assez allurée assez libre pour discuter le mérite des théories occidentales et analyser leur degré d'affinité avec la vie russe. L'étude de certaines idées avait un caractère tout privé et était quelque peu clandestine. Certaines réunions d'une innocence parfaite prenaient parfois les allures de conciliabules de conspirateurs, et, ce qu'il y a de plus fort encore, ceux qui prenaient part à ces causeries anodines ne se

raissaient point eux-mêmes parfaitement exempts de toute analogie avec les adeptes des sociétés secrètes françaises et italiennes. On sait à quel point cela a abouti. Un jour, la bonne ville de St-Petersbourg fut fort étonnée d'apprendre en se réveillant qu'elle venait d'échapper, avec toute la Russie, au danger d'un cataclysme social! On parlait d'arrestations nombreuses; bien des familles pleurèrent des membres absents... Puis, un autre jour, on apprit la commutation de peine de plus de trente condamnés politiques, graciés au pied du poteau fatal, en vue des détachements de troupes dont les armées devaient les envoyer à la mort...

Nous les avons presque tous revus sept ou huit ans plus tard, ces hommes, retour de l'exil et même du bague. La plupart sont encore en vie et font partie intégrante et active de la société actuelle. Tout le monde a pu se convaincre de visu qu'au fond de leurs égarements il y avait des idées si peu subversives que, quelques années après leur condamnation, la plupart d'entre elles devenaient la base même de notre régénération sociale et se trouvaient inscrites sur le drapeau politique de la Russie nouvelle.

Choisir une pareille époque pour le cadre d'un roman est une idée heureuse. Reproduire sous la forme d'un récit littéraire cette page de l'histoire de notre civilisation est une tâche digne d'un écrivain de talent, et M. Alimsky se montre à la hauteur de cette tâche. Nous n'avons été de plus en plus intrigué par la personnalité de ce nouveau-venu dans la littérature russe, et nous inclinons plus que ja-

mais à croire que le nom de l'auteur d'Alexis Slobodine est un pseudonyme sous lequel se cache quelqu'un de nos écrivains connus, contemporain du groupe brillant de nos romanciers et de nos poètes célèbres de la cinquième période décennale de ce siècle. M. Alimsky parle trop en connaissance de cause des particularités de la vie sociale russe de cette époque pour n'y avoir point participé activement; il connaît trop bien les hommes et les choses de 1848 pour n'avoir point lui-même joué quelque rôle dans les événements qu'il décrit avec une rare délicatesse de touche, très-délicate lorsqu'il s'agit d'une matière aussi épineuse que celle-là.

Le héros principal du roman est mis en contact avec le groupe, désormais historique, des membres des « soirées littéraires » qui avaient lieu à cette époque chez un homme que se rappellent parfaitement tous ceux qui appartiennent à la même génération que lui et ses amis. Ce personnage paraît lui-même un instant sur la scène, mais l'auteur a en le tact de ne le mettre qu'au second plan, tandis qu'au premier nous voyons le groupe de ses adhérents, composé de figures tracées de main de maître et éminemment sympathiques. Alexis Slobodine est de plus en plus entraîné par le charme de la nouvelle vie intellectuelle qui s'ouvre devant lui, tandis que, d'un autre côté, un premier amour, entouré de circonstances assez romanesques, le pousse sur la pente des aventures.

Une jeune fille immensément riche et puis-

samment belle, dont le père a gagné des mil-

lions, est destinée à épouser un jeune homme qui n'est que le fils d'un pauvre ouvrier. Cette union est considérée comme une faute, et le père de la jeune fille s'efforce de la empêcher.

Le roman est divisé en deux parties. La première partie est consacrée à la description de la vie sociale et intellectuelle de St-Petersbourg en 1848. La seconde partie est consacrée à la description de la vie sociale et intellectuelle de St-Petersbourg en 1858.

Le roman est écrit avec une grande précision et une grande clarté. Les descriptions sont très-vivantes et très-détaillées. Les personnages sont très-bien caractérisés et très-sympathiques. Le roman est très-intéressant et très-attachant.

Le roman est écrit dans un style simple et clair. Les dialogues sont très-vivants et très-détaillés. Les descriptions sont très-vivantes et très-détaillées. Les personnages sont très-bien caractérisés et très-sympathiques. Le roman est très-intéressant et très-attachant.

Le roman est écrit dans un style simple et clair. Les dialogues sont très-vivants et très-détaillés. Les descriptions sont très-vivantes et très-détaillées. Les personnages sont très-bien caractérisés et très-sympathiques. Le roman est très-intéressant et très-attachant.

Le roman est écrit dans un style simple et clair. Les dialogues sont très-vivants et très-détaillés. Les descriptions sont très-vivantes et très-détaillées. Les personnages sont très-bien caractérisés et très-sympathiques. Le roman est très-intéressant et très-attachant.

NOUVELLES DE L'ÉTRÉRIER.

On était d'accord, mardi dernier, à Paris, pour louer l'immense habileté dont M. Thiers avait fait preuve dans le discours prononcé par lui, ce jour-là, devant

l'Assemblée Nationale, et qui a entraîné le vote du préambule de la loi élaborée par la commission des Trente. Nous reproduisons ce discours et nos lecteurs pourront se rendre compte de la manière dont le chef du pouvoir en France, tout en confirmant les déclarations faites précédemment par M. Dufaure, a su apaiser le parti républicain conservateur et offrir même quelques fûtes de consolation à la gauche, — sans jamais arriver à mécontenter ouvertement la droite.

L'organe de M. Gambetta avoue qu'après avoir entendu M. Thiers on doit conserver l'opinion que M. Dufaure a vraiment exprimé samedi dernier la pensée du gouvernement. La République française déclare toutefois que le discours présidentiel, dans les circonstances présentes, pouvait être, au gré de son auteur, plus défavorable à la république qu'il ne l'a été, — sans nous déclarer satisfaits, de trouver que nos intérêts n'ont pas été trop maltraités dans cette occasion.

La déclaration la plus satisfaisante, au gré du journal républicain, c'est celle qui rattache l'éventualité de la dissolution de l'Assemblée à celle de l'évacuation du territoire. Cela n'empêche pas la République française d'approuver ses amis, qui ont voté contre le gouvernement dans la séance de mardi, et elle n'éprouve même aucune répugnance à constater que la gauche a eu pour alliés, dans cette circonstance, les députés du camp bonapartiste.

Il vient de se produire toutefois un nouvel incident qui pourrait rendre illusoire le fruit de tout ce long travail d'enfantement au sein de la commission des Trente et de l'Assemblée. La Chambre avait voté jeudi l'art. 2 du projet, après avoir rejeté un amendement qui tendait à restreindre le veto du président. Cet article se trouvait donc adopté dans la rédaction que voici :

« Art. 2. Le président de la république promulgue les lois déclarées urgentes dans les trois jours, et les lois non urgentes dans les trois jours après le vote de l'Assemblée. »

Dans le délai de trois jours, lorsqu'il s'agit d'une loi non soumise à trois lectures, le président de la commission aura le droit de demander par un message motivé une nouvelle délibération.

« Pour les lois soumises à la formalité des trois lectures, le président de la commission aura le droit, après la seconde, de demander que la mise à l'ordre du jour pour la troisième délibération ne soit fixée qu'après le délai de deux mois. »

Mais l'esprit qui avait dicté l'amendement rejeté jeudi a pu prévaloir le lendemain et une dépêche nous apprend que dans la séance d'hier l'Assemblée a accepté un amendement portant que le veto présidentiel n'est pas applicable aux lois constitutives. Ce vote a eu lieu à la majorité de 410 voix contre 255. Le chiffre des votants (665) est presque le même qu'à la séance de mardi dernier (667); mais la majorité avait été alors de 470 contre 199. Il est aisé de comprendre que la majorité de mardi se composait de tout autres éléments que celle d'hier. La gauche, qui était alors dans l'opposition, aura été cette fois avec le gouvernement dans la minorité, tandis que son allié d'alors, la droite, aura voté pour l'amendement, de même que le centre droit et une partie du centre gauche, la majorité de ce dernier groupe ayant dû combattre l'amendement.

La clause dont il s'agit nous semble du reste d'une valeur beaucoup plus théorique que pratique. Il est évident que si la majorité de l'Assemblée venait à s'entendre sur une œuvre constitutive, le veto présidentiel, inscrit dans la Constitution, serait une médiocre entrave. M. Thiers lui-même serait le premier à renoncer à s'en servir. La vérité est que cette éventualité a fort peu de chances de se réaliser et ce qu'il y a à craindre, c'est que l'amendement voté hier par une coalition des partis conservateurs ne tourne un jour à leur propre détriment, si dans une Assemblée future la majorité appartenait au parti radical. Ce ne serait pas le premier cas où une loi faite dans un but de parti tournerait au préjudice de ceux qui l'avaient créée et servirait à des fins tout opposées à celles qu'on avait en vue.

Somme toute, il ne serait pas impossible que le gouvernement acceptât l'amendement voté hier pour ne point mettre en péril le sort de la loi tout entière, au vote de laquelle il attache une si grande importance.

La commission de l'Assemblée Nationale d'Espagne dont le télégraphe nous annonçait avant-hier l'élection, a été nommée, à ce que nous apprenons maintenant, pour examiner un projet de loi que M. Figueras a lu le 4 mars et qui avait pour but de

convoquer la Constituante pour le 1^{er} mai, en fixant les élections au 10 avril; l'Assemblée devait suspendre ses séances immédiatement après l'approbation du projet d'abolition de l'esclavage à Porto-Rico et de quelques autres projets de loi pendant et après avoir nommé une commission de permanence.

Quant à l'état de l'insurrection carliste, les informations continuent à se contredire. On annonce d'une part que les partisans de Don Carlos ont remporté un avantage marqué sur les troupes républicaines et qu'ils vont assiéger Pampelune, tandis que de l'autre on affirme la complète dispersion de deux ou trois bandes qui opéraient dans la Catalogne. En tout cas, il faut croire que la situation est loin d'être sûre, car le bruit commence à se répandre que le gouvernement espagnol actuel, comprenant la nécessité de raffermir les liens de la discipline dans l'armée, d'arrêter les progrès de l'insurrection carliste, en un mot de maintenir l'ordre dans le pays, — aurait l'intention de proposer au maréchal Serrano l'exercice de la dictature jusqu'au moment où les prochaines Cortès se seraient prononcées sur la forme définitive de la république. Constatons d'autre part, d'après des dépêches officielles reçues de Madrid en France, que l'armée espagnole serait animée du meilleur esprit et qu'elle se serait déclarée décidée à en finir avec les factions et à assurer un fonctionnement pacifique au nouveau régime républicain.

La question des grèves du pays de Galles paraît sur le point d'être terminée, car si les ouvriers métallurgiques de Merthyr, dans un meeting tenu le 4 mars, ont décidé de ne reprendre leurs travaux que si les anciens salaires étaient maintenus et si les patrons leur promettaient une augmentation de 50/0 après le mois de mars, cinq cents ouvriers de la même ville ont consenti, vingt-quatre heures après ce meeting, à accepter les termes proposés par les patrons des mines. Les grévistes étant très nombreux et leurs ressources commençant à s'épuiser, privés qu'ils sont de salaire depuis plusieurs semaines, il est à supposer que cet exemple sera bientôt suivi par le plus grand nombre des ouvriers.

La Norddeutsche Zeitung reproduit aussi le texte de l'ordonnance royale du 30 novembre 1838, concernant l'examen, l'approbation ou le refus des demandes de concessions de chemins de fer.

« La grève des cochers de Berlin, ou plutôt la grève des « Sociétés de voitures de place » (Droschkenvereine) a eu un dénouement aussi brusque que bienvenu pour les Berlinois et pour les nombreux voyageurs qui affluent chaque jour dans cette capitale par ses huit gares de chemin de fer. Ce dénouement est dû à l'intervention personnelle de S. M. l'empereur Guillaume. Le comité de la grève avait adressé une requête directe à Sa Majesté pour lui soumettre les griefs des propriétaires de voitures de louage contre le nouveau règlement. Or, pendant l'Assemblée générale des grévistes qui a eu lieu le 5 mars, le président a reçu la réponse suivante du comte d'Altenplatz, ministre du commerce et des travaux publics, au nom de Sa Majesté :

« Berlin, 4 mars 1873. »

« La requête directe adressée à S. M. l'empereur et roi par les comités des sociétés de voitures de place, au sujet du nouveau règlement sur les voitures de louage, a été transmise par Sa Majesté à mon département, en qualité d'instance préposée à la présidence de police, — et cela par la raison que c'est à mon département que la demande aurait dû être adressée et que l'examen des griefs dans la voie administrative n'avait point encore eu lieu. En portant, ce qui précède à la connaissance des comités des sociétés de voitures de place, je suis chargé par Sa Majesté de leur notifier que leur requête sera soumise à un examen sérieux, mais, cet examen ne pouvant point être terminé à bref délai, on attend de tous les comités que, avant dans leur propre intérêt que dans celui du public, ils mettront immédiatement un terme à la grève. »

« COMTE D'ALTENPLATZ. »

À la suite de cette communication, l'Assemblée générale a invité séance tenante son comité à entrer en négociations avec le ministre du commerce et la présidence de police, et a décidé de reprendre le service des voitures de place, autant que possible d'après l'ancien tarif, jusqu'au règlement définitif de l'affaire.

Une fois entrée dans la voie de la conciliation, l'Assemblée générale ne pouvait guère maintenir sa prétention relative à l'ancien tarif, aussi cette prétention était-elle abandonnée dès le lendemain, 6, car à cette date le comité a invité, au moyen d'affiches placardées dans les rues, tous les propriétaires de voitures de louage à reprendre immédiatement le service et à se soumettre aux formalités du nouveau règlement, avec remanement du tarif, comme d'habitude. Le comité contredisait en outre l'Assemblée générale qui était convoquée pour ce jour-là.

La grève avait duré cinq jours entiers. Les journaux de Berlin du 5 mars ne font pas mention de la Société par actions qui devait se substituer aux Sociétés de voitures de place. Il n'est pas impossible que cette perspective ait aussi quelque peu influencé le comité de la grève, qui se sera empressé d'acquiescer au vote du roi et du ministre afin de sortir aussi honorablement que possible de l'impasse où il s'était engagé.

Il y a encore une autre question à résoudre, celle des cochers, car si les propriétaires de faibles faisaient grève à l'égard de la présidence de police, les cochers feraient grève contre leurs patrons. Comme les journaux de Berlin sont muets sur cette question, il faut croire qu'il s'est intervenu entre les cochers et leurs patrons un *modus vivendi* provisoire analogue à la transaction passée entre les propriétaires de voitures et les autorités administratives.

Il y a encore une autre question à résoudre, celle des cochers, car si les propriétaires de faibles faisaient grève à l'égard de la présidence de police, les cochers feraient grève contre leurs patrons. Comme les journaux de Berlin sont muets sur cette question, il faut croire qu'il s'est intervenu entre les cochers et leurs patrons un *modus vivendi* provisoire analogue à la transaction passée entre les propriétaires de voitures et les autorités administratives.

On sait qu'un revirement presque complet s'est opéré depuis plusieurs années déjà dans la manière d'envisager l'idéal du régime des prisons. Le système cellulaire, si prôné naguère, a été reconnu tout à fait insuffisant. L'Angleterre a inauguré un régime tout nouveau, celui des réductions de terme de l'emprisonnement proportionnées à l'intensité du travail des condamnés. C'est le célèbre système des « points », d'après lequel chaque condamné doit rester en prison, non plus un nombre déterminé d'années, mais le temps nécessaire pour atteindre le chiffre de plusieurs milliers de « points », qui marquent son application au travail. Le chiffre normal de chaque jour est fixé d'avance. La paresse et l'indolence peuvent le réduire, tandis que l'application et l'ardeur peuvent l'augmenter d'un tiers. Un condamné est donc mis à même de diminuer du tiers le terme primitif de sa réclusion par la somme de son travail quotidien, tout comme il

peut le prolonger par sa paresse. Le travail est considéré, dans ce système, comme le seul agent sérieusement moralisateur qui ait prise sur un condamné. Tous les autres moyens, exhortations, visites d'ecclésiastiques et de prédicateurs, sont considérés comme n'étant que d'une importance secondaire.

M. Annenkow se prononce résolument en faveur de ce système et s'attache à prouver, par des chiffres empruntés à la statistique des prisons anglaises, ses excellents résultats. Il constate en même temps que le régime pénitentiaire dans son ensemble ne peut et ne doit point se borner à l'établissement de maisons de détention organisées sur le type des nouvelles prisons de l'Angleterre. L'auteur dit avec raison qu'après sa libération le condamné ne doit point être laissé à la merci du sort. Il incombe à la société elle-même d'organiser une surveillance bienfaisante et secourable sur ces hommes rendus à la vie sociale après l'explication de leur faute. M. Annenkow semble incliner à croire que chez nous en Russie nous avons des éléments tout prêts pour une pareille organisation dans ces comités des prisons qui existent presque dans toutes nos villes, et qui devraient, selon lui, se transformer en comités de surveillance et de secours aux prisonniers libérés, au lieu de s'ingérer d'une manière quelquefois très fâcheuse dans les affaires de l'administration intérieure des prisons.

La question de la réforme pénitentiaire étant, comme on le sait, à l'ordre du jour chez nous, le travail de M. Annenkow a tout le mérite de

clairer, le même correspondant croit savoir que, en attendant l'unification complète du droit, on aurait l'intention de proposer l'institution de trois sénats à la cour de justice suprême qu'il s'agit de créer, c'est-à-dire un sénat pour le droit prussien, un second pour le droit rhénan (code Napoléon) et un troisième pour le droit général allemand.

PRUSSE. — Le décret royal remettant en vigueur l'ordonnance du 30 novembre 1838, sur les concessions de chemins de fer, a été très favorablement accueilli par la presse et par l'opinion publique. On y a vu la preuve de ce que, dans les hautes sphères du pouvoir, la croisade de M. Lasker contre les inconvénients et les abus du système actuel a été appréciée à sa juste valeur.

Ce décret ne règle cependant pas définitivement la question, car on se rappelle que c'est seulement jusqu'à nouvel ordre que l'ordonnance tombée en désuétude et remise en vigueur aura force de loi. La Norddeutsche Zeitung interprète aussi dans ce sens le décret du 1^{er} mars, et donne clairement à entendre que, une fois l'enquête générale et l'enquête personnelle contre M. de Wager terminées, la question sera reprise et résolue d'une manière plus fondamentale.

Cette feuille publie, sous la date du 5 mars, un résumé des stipulations législatives sur les concessions de chemins de fer en Autriche, en Belgique, en France, en Suisse et dans les Pays-Bas, élaboré par le gouvernement prussien et soumis à la commission spéciale d'enquête pour faciliter ses travaux.

M. Lasker, à peu près remis de son indisposition, a pu assister le 4 mars aux délibérations de la commission.

La Norddeutsche Zeitung reproduit aussi le texte de l'ordonnance royale du 30 novembre 1838, concernant l'examen, l'approbation ou le refus des demandes de concessions de chemins de fer.

« La grève des cochers de Berlin, ou plutôt la grève des « Sociétés de voitures de place » (Droschkenvereine) a eu un dénouement aussi brusque que bienvenu pour les Berlinois et pour les nombreux voyageurs qui affluent chaque jour dans cette capitale par ses huit gares de chemin de fer. Ce dénouement est dû à l'intervention personnelle de S. M. l'empereur Guillaume. Le comité de la grève avait adressé une requête directe à Sa Majesté pour lui soumettre les griefs des propriétaires de voitures de louage contre le nouveau règlement. Or, pendant l'Assemblée générale des grévistes qui a eu lieu le 5 mars, le président a reçu la réponse suivante du comte d'Altenplatz, ministre du commerce et des travaux publics, au nom de Sa Majesté :

« Berlin, 4 mars 1873. »

« La requête directe adressée à S. M. l'empereur et roi par les comités des sociétés de voitures de place, au sujet du nouveau règlement sur les voitures de louage, a été transmise par Sa Majesté à mon département, en qualité d'instance préposée à la présidence de police, — et cela par la raison que c'est à mon département que la demande aurait dû être adressée et que l'examen des griefs dans la voie administrative n'avait point encore eu lieu. En portant, ce qui précède à la connaissance des comités des sociétés de voitures de place, je suis chargé par Sa Majesté de leur notifier que leur requête sera soumise à un examen sérieux, mais, cet examen ne pouvant point être terminé à bref délai, on attend de tous les comités que, avant dans leur propre intérêt que dans celui du public, ils mettront immédiatement un terme à la grève. »

« COMTE D'ALTENPLATZ. »

À la suite de cette communication, l'Assemblée générale a invité séance tenante son comité à entrer en négociations avec le ministre du commerce et la présidence de police, et a décidé de reprendre le service des voitures de place, autant que possible d'après l'ancien tarif, jusqu'au règlement définitif de l'affaire.

Une fois entrée dans la voie de la conciliation, l'Assemblée générale ne pouvait guère maintenir sa prétention relative à l'ancien tarif, aussi cette prétention était-elle abandonnée dès le lendemain, 6, car à cette date le comité a invité, au moyen d'affiches placardées dans les rues, tous les propriétaires de voitures de louage à reprendre immédiatement le service et à se soumettre aux formalités du nouveau règlement, avec remanement du tarif, comme d'habitude. Le comité contredisait en outre l'Assemblée générale qui était convoquée pour ce jour-là.

La grève avait duré cinq jours entiers. Les journaux de Berlin du 5 mars ne font pas mention de la Société par actions qui devait se substituer aux Sociétés de voitures de place. Il n'est pas impossible que cette perspective ait aussi quelque peu influencé le comité de la grève, qui se sera empressé d'acquiescer au vote du roi et du ministre afin de sortir aussi honorablement que possible de l'impasse où il s'était engagé.

Il y a encore une autre question à résoudre, celle des cochers, car si les propriétaires de faibles faisaient grève à l'égard de la présidence de police, les cochers feraient grève contre leurs patrons. Comme les journaux de Berlin sont muets sur cette question, il faut croire qu'il s'est intervenu entre les cochers et leurs patrons un *modus vivendi* provisoire analogue à la transaction passée entre les propriétaires de voitures et les autorités administratives.

On sait qu'un revirement presque complet s'est opéré depuis plusieurs années déjà dans la manière d'envisager l'idéal du régime des prisons. Le système cellulaire, si prôné naguère, a été reconnu tout à fait insuffisant. L'Angleterre a inauguré un régime tout nouveau, celui des réductions de terme de l'emprisonnement proportionnées à l'intensité du travail des condamnés. C'est le célèbre système des « points », d'après lequel chaque condamné doit rester en prison, non plus un nombre déterminé d'années, mais le temps nécessaire pour atteindre le chiffre de plusieurs milliers de « points », qui marquent son application au travail. Le chiffre normal de chaque jour est fixé d'avance. La paresse et l'indolence peuvent le réduire, tandis que l'application et l'ardeur peuvent l'augmenter d'un tiers. Un condamné est donc mis à même de diminuer du tiers le terme primitif de sa réclusion par la somme de son travail quotidien, tout comme il

France.

Assemblée Nationale.

Séance du 4 mars.

Présidence de M. Jules Grévy.

La séance est ouverte à deux heures quarante minutes. M. Thiers prend immédiatement la parole.

M. THIRS. J'aurais voulu pouvoir me dispenser de monter à la tribune, M. le garde des sceaux ayant expliqué notre pensée au nom du gouvernement, de l'unanimité du gouvernement. (Vifs applaudissements.) Mais en présence des questions réitérées qui nous sont adressées, il est indispensable d'ajouter aux explications de M. le garde des sceaux quelques paroles, non pas des paroles qui modifient ce qu'il a dit, mais des paroles qui le complètent. (Nouveaux applaudissements.) J'espère qu'elles seront claires et satisfaisantes pour tous.

Tout d'abord, je dois vous rappeler le texte pur et simple du rapport de la commission chargée d'organiser, c'est-à-dire chargée de préparer l'organisation des pouvoirs publics. Je vous exposerai les motifs qui nous ont fait nous rattacher à cette rédaction. En voici d'abord les motifs principaux. Certainement vous pouvez contester quelques expressions de ce rapport; moi-même, qui les aurais désirées autres, j'aurais même préféré encore qu'elles ne s'y trouvaient pas; mais en nous servant d'expressions plus claires, plus satisfaisantes pour les opinions diverses, nous serions tombés dans le chaos.

Il y a dans le projet de la commission des choses qui me sont désagréables, qui me sont hostiles, mais je les ai acceptées, j'ai passé au delà. Mon devoir envers le pays et envers vous me le commandait. Je dois reconnaître avec vous qu'elle m'a accordé une prérogative; après m'avoir imposé des retards, elle m'a donné le moyen de faire intervenir le temps dans les grandes résolutions de l'Etat. C'était sage et utile.

Le dernier article reconnaît, non pas qu'il faut proclamer un gouvernement définitif, mais qu'il y a à quelques institutions nécessaires à donner à cette république conservatrice pour qu'elle mérite son titre. Sous l'empire, on demandait les libertés nécessaires; à nous, il nous faut des institutions indispensables. Réformez-vous-mêmes ces lois, permettez-nous de le faire à l'aide de votre vote. La discussion viendra, et toutes les parties de la Chambre alors jugeront et voteront.

Voilà les motifs qui m'ont décidé à me rallier à la rédaction du rapport. Il y en a un dernier, je dirai, peut-être le plus respectable de tous, c'est le besoin de l'accord. (Applaudissements.) Cet accord sans lequel rien n'est possible et que vous désirez tous. Que reste-t-il dans ce pays? Cette Assemblée et celui qu'on a appelé son délégué? Ce titre, je l'ai accepté, je l'accepte, parce qu'il m'honore, c'est l'expression de votre confiance. Eh bien, ce délégué a besoin d'une grande majorité lorsqu'il est question de votre salut, il ne peut rien sans elle. J'ai des opinions arrêtées, je ne suis plus à l'âge des incertitudes et des hésitations. Dans ma carrière longue et laborieuse j'ai eu des décisions, mais je n'ai jamais manqué à un engagement et on me demandait aujourd'hui d'y manquer. Je ferai les plus grands sacrifices pour avoir un gouvernement, et il n'y a de gouvernement légal que celui qui s'appuie sur la majorité des représentants.

Il y a dans les propositions de la commission des expressions que je regrette, non pas tant pour ce qu'elles disent qu'à cause des interprétations diverses qu'on peut leur donner au dehors. Mais ce qu'elles disent, pour ceux qui ne veulent que bien les comprendre, c'est que nous ne nous séparons pas sans avoir donné au pays des institutions saluaires dont il ne saurait être plus longtemps privé. Le spectacle auquel nous avons assisté dans le sein de la commission est celui qui se reproduit ici. Dans la séance de la commission, nous avons vu des désaccords se produire entre nous, mais cependant notre confiance les uns dans les autres n'en a pas été amoindrie. On a voulu nous rapprocher; on a échoué d'abord, puis l'accord s'est fait au dernier moment. C'est le sort de toutes les commissions! On discute, on rompt, on se rapproche, on s'éloigne de nouveau, puis on fait par venir à l'accord nécessaire.

Voilà, messieurs, je m'adresse à tous les hommes de bonne foi, c'est-à-dire à tous; quelle est la situation? Le grand malheur de notre pays, où il s'est fait déjà tant de révolutions, c'est la division. Eh bien! ces parties divisées, est-ce qu'il est impossible de les réunir? Les uns croient que la monarchie est le gouvernement naturel du pays. Ils ont cette conviction, elle est respectable, car elle provient d'une opinion séculaire et sincère. D'autres qui suivent le mouvement des sociétés croient à la république et ils y voient, je le vois souvent moi-même, un des meilleurs moyens de maintenir l'ordre.

Eh bien! mon avis est que plus ces divisions sont grandes, plus il est facile de les faire disparaître. Eh, mon Dieu! tout simplement parce que ceux qui veulent une monarchie ne veulent pas la même, et que les autres ne veulent pas plus la même république. Cet état de choses existant, mettez-vous à la place du gouvernement. S'il est trop clair dans ses déclarations, l'un des grands partis se dit maltraité; s'il préche au contraire la tolérance politique, on l'accuse de manquer de franchise. Voyons, je le demande à votre bonne foi, êtes-vous devant un gouvernement aimant les équivoques, ou bien êtes-vous devant un gouvernement sincère qui ne veut que le bien du pays? Dites-nous, messieurs, comment nous pou-

l'opportunité. Nous engageons vivement tous ceux qui s'intéressent à cette question à lire ce travail, qui est fait avec un soin extrême et une connaissance approfondie du sujet.

Nous dirons la même chose d'une excellente étude sur la fabrication du papier et les conditions dans lesquelles se trouve de nos jours cette branche de l'industrie en Occident et chez nous. L'auteur, qui cache son nom sous l'initiale W, donne des chiffres intéressants sur la consommation du papier en Russie.

D'après les calculs de M. W., il se consomme annuellement en Russie 150,000 pouds de gros papier d'emballage rien que pour les pains de sucre. Le papier d'impression alimente d'abord les presses d'environ 400 publications périodiques, dont 32 journaux quotidiens, 56 revues mensuelles, 300 publications paraissant plusieurs fois par mois. Leur consommation serait de 60,000 pouds. La publication des livres, qui est en moyenne de 3,000 volumes par an, demanderait jusqu'à 70,000 pouds de papier. Enfin, la consommation du papier à écrire monterait à 1,080,000 pouds. Le chiffre total de la consommation du papier de tout genre serait, d'après les calculs de M. W., de 1,800,000 pouds.

Pour obvier à l'inconvénient sérieux que présente en Russie le renchérissement progressif et rapide du papier, M. W. propose d'organiser d'une manière plus rationnelle l'industrie des chiffonniers, qui est chez nous à l'état d'enfance. L'auteur croit avec raison que la quan-

tité des chiffons livrés aux papeteries russes pourrait être bien plus considérable si on procédait plus judicieusement à l'exploitation de cette matière première. D'un autre côté, M. W. conseille la réduction du tarif sur le papier étranger, en déclarant que la concurrence serait un stimulant puissant pour nos fabricants russes, qui sont assez peu nombreux et ont réussi à se créer une espèce de monopole en écartant, par la supériorité de leurs moyens financiers, les petites papeteries, lesquelles ont presque entièrement disparu chez nous dans ces derniers temps.

Nous n'avons pas encore parlé de la première livraison du *Dielo*, qui a paru à la fin de janvier. Cela tient au peu d'importance littéraire qu'elle présente. Nous y trouvons, il est vrai, la première partie d'un nouveau roman de M. Karasine, dont l'action principale semble encore devoir se passer dans le Turkestan russe, mais cette première partie n'est qu'une espèce d'introduction, où nous assistons au départ de plusieurs personnages, qui joueront un rôle saillant dans la suite du récit. Or, si M. Karasine excelle dans la peinture des mœurs de nos établissements dans l'Asie centrale, il se montre assez faible narrateur, quand il sort de cette sphère, et l'on ne saurait s'arrêter longtemps à ces pages incolores, quoique pleines de prétention, qui servent de prélude au nouveau récit de l'auteur des *Confins lointains*. Nous reviendrons sur cet ouvrage lorsque sa publication sera plus avancée, car, malgré son début un peu médiocre, nous

avons fait? Si je m'adresse à la droite ou à la gauche, chacun de ces partis me dira: Faites ce que je préfère; cela nous donnera-t-il plus de forces, plus d'autorité: un moyen de sortir d'embarras? Non! cela nous créera des difficultés et des divisions nouvelles.

Cependant cela veut-il dire qu'il n'y a pas moyen de gouverner le pays? Pour ma part, je ne le crois pas, car ce moyen, vous l'avez indiqué vous-mêmes à Bordeaux: c'est la trêve des partis.

Eh bien! la situation est la même, le système est le même; il n'est pas moins applicable aujourd'hui qu'il y a deux ans.

Permettez-moi de revenir un peu sur le passé et de vous le représenter dans toute sa vérité; alors, messieurs, dans les circonstances où nous nous trouvons, lorsque vous m'avez accordé votre confiance, j'ai été épouvanté de ma mission; j'étais préoccupé de l'état de la France; car elle était menacée de toute part, sans ressources, en proie aux révolutions.

Je voyais tout cela; je voyais de plus les divisions qui nous séparaient, et je me suis demandé s'il y avait un moyen de sauver le pays.

J'étais obligé de peser la responsabilité que vous m'offriez, et c'est après avoir longuement réfléchi que je me suis dit qu'il devait y avoir un moyen de gouverner. C'est donc sans illusion que j'ai accepté cette tâche.

Je l'ai acceptée comme vous me l'aviez confiée, poussée eullement par un sentiment patriotique. J'étais, en terme vulgaire de la politique, indigné.

Je vous ai dit alors: Si nous nous livrons à nos préférences, il n'y a pas d'accord possible; il n'y a qu'un sentiment qui peut nous réunir: venir au secours du pays.

Or, il y avait un gouvernement: la république. Mais ce gouvernement était entre les mains d'un parti qu'une guerre malheureuse avait poussé à l'exaltation.

Vous n'avez pensé qu'à une chose: à faire passer ce gouvernement entre des mains plus sages. Nous nous sommes réunis pour sauver la patrie et pour maintenir l'ordre en acceptant la république, qui passait aux mains conservatrices. Dans cette situation, avez-vous songé à m'appeler chef du gouvernement provisoire?

Non, vous m'avez appelé chef du pouvoir exécutif de la république, et quelques mois plus tard vous m'avez appelé président de la république. Que signifient ces faits? C'est que vous acceptiez la république, mais que vous vouliez la mettre dans une bonne voie. Or, je dois le dire, vous avez été prudents, vous avez agi sagement.

La république avait pour elle, dans le Midi, les villes les plus exaltées, et Paris était aux mains d'une démagogie violente, puissamment armée, armée comme elle ne le sera plus jamais (Vifs applaudissements), démagogie qui devait devenir bientôt sanglante et incendiaire. Ma mission, messieurs, était donc de rendre la république pacifique.

Qu'est-il résulté de cet accord? Quels étaient les droits et les devoirs des uns et des autres? Aux amis de la monarchie, on ne demandait pas le sacrifice de leur dignité, de leur croyance, de leurs convictions. On ne leur demandait pas de proclamer une république définitive. On leur demandait de concourir à un gouvernement légal, de s'unir à ceux qui voulaient sauver le pays. Quel était le droit des autres? D'avoir à la tête du gouvernement un serviteur fidèle qui n'accepterait pas de transformation clandestine. Ne pas engager l'avenir; agir loyalement; voilà quels étaient mes engagements et je vais vous prouver que je les ai toujours remplis.

Je me suis maintenu fidèlement dans la même ligne de conduite; dans la journée du 12 mars, lorsque je vous proposais, non pas de venir à Paris, mais de venir à Versailles, je vous ai dit ce que je pensais de la situation; mais je ne vous ai pas dit tout ce que je savais; — j'avais traversé Paris, et je pressentais ce que serait la lutte.

On avait parlé de Fontainebleau; nous-mêmes, nous y avions songé; mais en prévision de ce qui était à craindre, je vous ai dit: Venez prendre une position militaire à Versailles.

Or, à ce moment-là encore, vous m'avez donné les mêmes qualifications que celles dont je parlais plus haut; vous m'avez chargé de réorganiser le pays; je vous ai dit: cette réorganisation se fera pour la république et à son profit; j'ajoutais: lorsque cette tâche sera finie nous viendrons vous dire: vous nous avez donné un pays sanglant; nous vous le rendrons, je vous en donne ma parole d'honneur, sans avoir manqué à notre mandat. Cela signifiait pour les républicains qu'il n'y aurait pas de solution clandestine (S'adressant à la droite), et à vous, cela voulait dire que je ne favoriserais aucune prétention, quelles qu'elles soient, et qu'au moment de rendre mes comptes au pays je pourrais vous répéter: vous êtes libres de votre choix!

Voilà où nous en étions et voilà où nous en sommes. Rien n'est engagé, rien n'est compromis. J'ai promis de conserver la liberté du pays: elle est entière. — La forme du gouvernement n'appartient qu'à la majorité, car la majorité, c'est la vraie souveraineté.

Le pacte de Bordeaux signifiait pour les uns la certitude du présent, pour les autres la liberté de l'avenir, pour moi la fidélité à mes devoirs, à mes engagements; il signifiait que je gouvernais comme le chef loyal d'une république.

Permettez-moi donc, pour être loyal, de vous présenter ces portraits que nous avons le grand

tort d'envoyer à l'étranger, de vous faire les comptes de l'année. Ces portraits sont trop noirs; il faut connaître la vérité et la voici :

Reportez-vous à deux ans d'ici. Quelle était la situation? Le pays était envahi jusqu'à la Loire; 300,000 hommes envahissaient Paris; deux armées étrangères marchaient l'une contre Lyon, l'autre contre Bordeaux. Pas d'administration, pas de finances. Les impôts difficilement perçus s'écoulaient dans des dépenses, non pas malhonnêtes, mais aussi mal conçues que désordonnées. (Applaudissements à droite.) Après la défaite j'avais deux jours devant moi pour faire la paix.

Il est vrai que j'ai obtenu quatre jours de plus, et que j'ai pu la traiter avec mon général ami M. Jules Favre. (Rires ironiques à droite, quelques applaudissements à gauche.) Oui, mon général ami M. Jules Favre, qui ne m'a pas abandonné. Je ne puis oublier que dans ce moment douloureux il a voulu associer sa signature à la mienne.

(En disant ces mots, M. Thiers paraît vivement ému; il s'arrête un instant, puis poursuit.)

Nous l'avons signée, cette paix, et nous avons eu une consolation, c'est de voir tout le pays s'associer à notre douleur. Il y avait alors quarante départements envahis; aujourd'hui il n'y en a plus que quatre, et bientôt toute la France sera délivrée.

Nous avons dû, en outre, éteindre l'insurrection. J'aurais voulu que le sang répandu eût coulé pour la défense du pays. Il y a deux patries: la sol et la moralité publique. Il a fallu défendre la seconde contre la démagogie, qui a été écrasée si fortement que je peux vous garantir ici que l'ordre ne sera plus troublé dorénavant.

Il fallait après cela rétablir les finances. Nous avons reconquis la confiance du capital non-seulement du pays, mais de l'univers entier. Nous avons racheté le territoire pièce à pièce et nous avons en vue le moment où il sera racheté tout à fait.

L'activité industrielle est plus grande qu'elle ne l'a jamais été.

Tels sont les progrès accomplis en deux années.

Je suis entré dans ces détails pour vous prouver que le gouvernement, auquel on reproche d'être provisoire, a rempli la tâche dont il s'était chargé et qu'il avait promis de réaliser. Il s'agissait de ranimer le pays; je crois qu'il en est un peu plus ranimé. (Rires.)

Il ne faut donc pas nous vanter ridiculement ni nous dénigrer. Montrons-nous à la France et à l'étranger tels que nous sommes. L'estime est la meilleure alliance des peuples. (Applaudissements.)

Pourquoi suis-je entré dans ces détails? C'est pour vous prouver que notre gouvernement a accompli sa tâche en grande partie. Eh bien, je pourrais vous dire: Le moment est venu de faire ce que dit le pacte de Bordeaux, de donner à ce gouvernement une forme définitive. Cela nous ne le faisons pas, nous ne l'avons pas fait; nous sommes restés dans le statu quo. Tout le monde croit que nous ne devons pas nous séparer sans donner aux lois les institutions qui lui sont indispensables.

Nous ne sommes pas venus vous dire: constitutions définitivement; nous sommes venus vous dire: si vous trouvez le moyen de vider ces grandes questions, avertissez-nous. — Voilà l'esprit du message.

Pourquoi avons-nous pris ces formes si exagérées? D'abord parce que, comme président de la république, je me crois le droit de conseiller à la république de ne pas se proclamer, car ce ne

couurant du Nord. Sur la Russie centrale et orientale le ciel est généralement serein; le froid y a augmenté depuis hier.

MAISONS RECOMMANDÉES.

G. M. HUTTON & Co
VÉRITABLES MACHINES À COUDRE AMÉRICAINES
de WHEELER & WILSON
Petite Morskaja, n° 14.

VÉRITABLES CIGARES de la HAVANE
J. SPÖRHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klé.

FABRIQUE D'OBJETS ET DE BIJOUTERIE
EN MALACHITE ET EN LAPIS LAZULI
J. SPÖRHASE
Rue Michel, n° 2, vis-à-vis de l'hôtel Klé.

HAASENSTEIN & VOGLER
(OFFICE DE PUBLICITÉ)
HAMBURG. Neuerwall, 50.

SONNERIE A AIR.
Winterhalter & Co.
Canal Catherine, maison n° 12, log. n° 5.
Moscou, boul. Pétrowsky, m. Popow, près l'Ermitage.

OFFICE DE PUBLICITÉ
RUD. MOSSE.
Grosse Friedrichsstrasse, n° 66, à Berlin.

MAURICE FLORAND
MARCHAND TAILLEUR
15, perspective Nevsky, au pont de Police.
Dernières nouveautés d'Angleterre et de France.

FABRIQUE D'ARTICLES EN BRONZE
ET EN MELCHIOR
Alex. Katsch.
Perspective Nevsky, 36, en face de la Douma.

A l'approche du terme du tirage du deuxième emprunt intérieur à primes, qui aura lieu le 1^{er} mars, la maison de banque **Mawrikij Nelken** à St-Petersbourg, perspective Nevsky, n° 14, m. Maderni, et à Varsovie, faubourg de Cracovie, n° 77, restera ouverte au public, jusqu'au jour du tirage, jusqu'à 8 h. du soir, et les dimanches et jours de fête jusqu'à 2 heures de l'après-midi.

Vente de titres des emprunts à primes, avec arrhes de 10 r. Assurance contre amortissement à 15 c.

Les prospectus des opérations de la maison sera délivré gratis aux personnes qui en feront la demande.



MACHINES À COUDRE AMÉRICAINES
système **CALLEBAUT**
ET AUTRES MACHINES DES MEILLEURS SYSTÈMES
HOWE, WHEELER ET WILSON, SINGER ET AUTRES.
LEON CASTILLON
COMMISSAIRE DU MINISTÈRE DE LA GUERRE
le seul qui ait obtenu à l'Exposition de Moscou de 1872
Les aigles Impériales et deux grandes médailles d'or.
A St-Petersbourg, au coin de la Gr. Morskaja et de la persp. Nevsky,
m. Elisseev, 15-16; à Moscou, pont des Marchaux, 11, m. Komarov.

NOUVEAU PAVILLON DE LA BIBLIOTHÈQUE :

„ДОМАШНИЙ СТОЛЪ“
состоящий из 127 скоромныхъ и постныхъ кушаньевъ, употреблемыхъ и небогатыми людьми. Издава обществомъ практическихъ хозяекъ. Цена самая умеренная — 40 к., съ пересылкой въ города 50 коп. Продаётся въ книжномъ магазинѣ ЛИСЕНКОВА, № 16, на Невскомъ проспектѣ, въ Гостинномъ дворѣ, въ белъ-этажѣ, въ С.-Петербургѣ. Изящно и быстро высылается немедленно.

St-PETERSBOURG
C. WOHLBRUCK & Co
perspective Nevsky, n° 11.

EAU DENTIFRICE DU DOCTEUR PIERRE.
PARIS. 8, place de l'Opéra. — 16, boulevard Montmartre. PARIS.

St-PETERSBOURG
C. WOHLBRUCK & Co
perspective Nevsky, n° 11.

Les enfants de la
baronne Elisabeth Osten
Sacken, née Engelhardt,
ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte qu'ils ont faite dans la personne de leur mère bien-aimée, décédée à Naples, le 11 (23) février, après une courte maladie.

Конкурсное управление по делам несостоятельнаго должника Андрея Семеновича Семенова, почитающагося Литовской части, по Пантелеймоновской улицѣ, въ домѣ № 14, въ квартирѣ присяжнаго повереннаго П. А. Порхана объявляетъ купцу Василию Петровичу, статскому советнику Василию Федотовичу Грозову, купцу Александру Николаевичу Бородину, крестьянину Андрею Матвеевичу Орлову, купцу Анфиму Акимовичу Акимову, губерскому секретарю Ростиславу Степановичу Хотинскому, надворному советнику Василию Смирнову, жидовскому Николаю Николаевичу и крестьянину Василию Угличу, купцу Ивану и Максиму Леонтьеву, что претензия ихъ къ А. С. Семенову на основаніи опредѣленія конкурснаго управленія 29 января 1873 года, какъ независимая С.-Петербургскаго окружнаго суда по объявленію Семенова, должникомъ несостоятельнаго, остается безъ разсудка и не подлежитъ, Грозовъ, Бородинъ, Орловъ, Акимовъ, Хотинскій, Смирновъ, Николаевъ, Угличъ, Ивановъ и Леонтьевъ кредиторами Семенова не считаются.

ON DEMANDE
une gouvernante française ou suisse qui sache à fond deux langues, après d'une demoiselle de 14 ans, pour quitter St-Petersbourg, 10 h. de voyage. Prés du jardin de la Tauride, rue Tverskaja, m. 13, dem. le prince Michelsky. Visible jusqu'à 1 h. 461

UNE FEMME de chambre munie de bons certificats, parlant le français, désire se placer. — S'adresser Petite Italianskaja, maison Apraxine, logement n° 12. 501

A LOUER un joli logement composé de trois chambres et cuisine, avec conduits d'eau, au rez-de-chaussée, dans la gr. Millionnaja, m. n° 10. S'adresser au dvornik. 517

AGENCE COMMERCIALE GRATUITE.
Pour tous renseignements entre la Russie et la Belgique. — **Charles STOOFS**, boulevard de Waterloo, 83, à Bruxelles. 296

SOIRÉE

avec grande illumination à la lumière électrique et deux orchestres sur la glissoire du Yacht-Club fluvial de St-Petersbourg, au jardin Youssoupow, lundi 26 février prochain, à 8 heures du soir.

Le prix d'entrée pour MM. les membres du club comme pour MM. les étrangers recommandés par eux, ainsi que pour MM. les abonnés, est fixé jusqu'à dimanche 25 février à 1 r., le jour de la fête à 1 r. 50 c. On peut se procurer des billets à la glissoire. 504

CIRQUE HINNÉ

Dimanche 25 février.
GRANDE REPRÉSENTATION
et 1^{er} début du célèbre gymnaste M. François, dit « L'homme volant ».
Prix des places comme à l'ordinaire.
On commencera à 7 heures 1/2.
Lundi 26 février, grande représentation et 1^{er} début du célèbre phénomène surnommé le « Ros-signal à deux têtes ».
On commencera à 7 heures 1/2.
Prix des places : Loge 1^{re} 15 r., Loge barrière 10 r., Loge 1^{re} Rang 8 r., Fauteuils 3 r., Chaises, 2 r., 1^{re} place 1 r., 2^{me} place 60 c., 3^{me} place 25 c.
Le directeur **Ch. Hinné**.



AMYKOS

breveté
INVENTEUR HENRIK GAHN, CHIMISTE.

1^{re} Remède *odontalgique* et pour rafraîchir l'haleine.
2^{me} *Hygiène capillaire*, contre la chute des cheveux en détruisant les lentes et pellicules.
3^{me} *Cosmétique dermatophle*, pour assouplir la peau, remède pour la guérison des engelures et des brûlures.
Se vend à St-Petersbourg, en flacons avec instruction à 50 c., dans différents magasins de parfumerie et droguerie, et dans différentes villes de la Russie. — MM. les marchands sont priés de s'adresser au Laboratoire cosmétique de A. Gercke & Co, Gr. rue des Ecuries, m. de l'Eglise finnoise, n° 6. 512

LE MAGASIN DE TABACS DE LA COMPAGNIE DE DRESDE

L'UNION,

A ST-PETERSBOURG.

N° 80, perspective Nevsky, seconde maison du coin de la Liténaja, N° 80, a l'honneur d'informer le public qu'il vient de recevoir, sortant de sa fabrique de Varsovie, un nouveau tabac turc à 3 r. la livre — très-fort et fort — ainsi que du tabac français pour priser, de la dernière récolte, en paquets d'une livre. Cigares et cigarettes de toutes sortes et de première qualité.

Ouverture de la saison : le 1^{er} mai.
EAUX DE NEUENARR
Station de Remagen.
situées dans la vallée pittoresque de l'Ahr, entre Cologne et Coblenze. — Thermes alcaliques 20 à 40 degrés Celsius, riches en acide carbonique, éminemment efficaces contre le diabète et toutes les maladies chroniques des organes de la digestion et de la respiration, ainsi que, les contre-rhumatismes et les maladies des femmes.
La maison de cure est jointe aux bains. — Des renseignements détaillés sont donnés par la direction. R. M. 173

ON DEMANDE plusieurs institutrices expérimentées russes, allemandes et françaises, comptoir Anglais, Grande rue des Ecuries, coin de Nevsky, m. Bachmakow. 537

ON OFFRE
de donner des leçons de musique et de théorie contre la nourriture et le logement dans une famille française. Pont Voznessensky, n° 26, app. n° 17. 526

UNE JEUNE FILLE allemande désirerait avoir une place de femme de chambre ou de couturière, dans une bonne famille. S'adresser au suisse, quai Gagarine, maison Opotchinine. 533

CABINET DE LECTURE
(livres russes et français). Rue Michel, n° 2. 535

AUX CONNAISSEURS.
Un superbe billard, en bois de chêne massif avec épaisse ardoise anglaise et accessoires, pour la partie russe, etc. N° 10 péreoulk, n° 5, escalier de parade, logement n° 36; de 11 à 4 heures. 536

A VENDRE une voiture et deux drojki, l'un bancs à 2 et 4 places, harnais et habits de cocher. Le tout à bon marché. Grande Sadovaja, en face de Gostinnoi Dvor, 18; s'adr. au magasin chimique. 541

A LOUER chambres confortablement meublées au mois et à l'année, et un appartement meublé de 3 pièces, avec antichambre, bain, cuisine, bois, etc. Pont de Police, m. Bachmakow, logement n° 28. 481

UN MAÎTRE EXPÉRIMENTÉ
connaissant l'allemand et le russe, cherche une place de gouverneur ou des leçons privées.
Au coin de la Liténaja et du Goussew péreoulk, maison n° 8, appartement n° 43. 493

COMPAGNIE MARITIME
FRANCO-RUSSE.
Le steamer *Nathalie*, capitaine Hylaire, quittera Baltichport dans une quinzaine de jours pour Copenhague, Dunkerque et le Havre.
Les négociants qui auraient des marchandises à envoyer en France sont priés de s'adresser pour de plus amples renseignements à MM. C. Wachter et Co, Galernaja, n° 20, ou à Réval, à MM. Knieph, Lutigne et Co.

LE DEPOT GÉNÉRAL
DE MON
EAU ANATHÉRINE POUR LES DENTS
se trouve au magasin de MM. *Stoll & Schmidt*, à St-Petersbourg, au coin du Kirpichtnoi péreoulk, maison Kononow. 1

Prix du flacon 1 r. 20 c.
J. G. Popp, à Vienne.
méd. dentiste de la cour imp.-royale.

GUANO DU PÉROU.
Le Guano péruvien se vend à présent aux prix modérés suivants :
Le Guano directement importé du Pérou :
à 1 r. 98 c. le poud en quantité de 30 à 1,800 pouds ;
à 1 r. 82 c. le poud en quantité de 1,800 pouds et au-delà.
Le Superphosphate de guano du Pérou
en poudre très fine et tout de suite employable avec garantie d'une contenance de :
9 à 10 0/0 d'azote préservé contre la volatilisation et d'environ 10 0/0 d'acide phosphorique soluble :
à 2 r. 26 c. le poud brut en quantité de 30 à 900 pouds ;
à 2 r. 20 c. le poud brut en quantité de 900 à 1,800 pouds ;
à 2 r. 14 c. le poud brut en quantité de 1,800 pouds et au-delà, les sacs y compris payables comptant sans aucune déduction pour tare ou bon poids.
S'adresser pour des renseignements plus complets au bureau de MM. **Wachter et Co** St-Petersbourg 1873. Quai Anglais, n° 36

RESTAURANT BORREL

Grande-Morskaja, n° 18, au coin du Kirpichtnoi péreoulk.

Diner du dimanche 25 février, à 1 r. 50 c.
de 3 à 7 heures.

MENU.
Potage Pot au feu (Petits Pâtés).
Filets de Chevreuil Poivrade.
Sterlet à la Russe.
Cardons au velouté.
Cailles rôties (Concombres).
Biscuits glacés à la vanille.
Café.

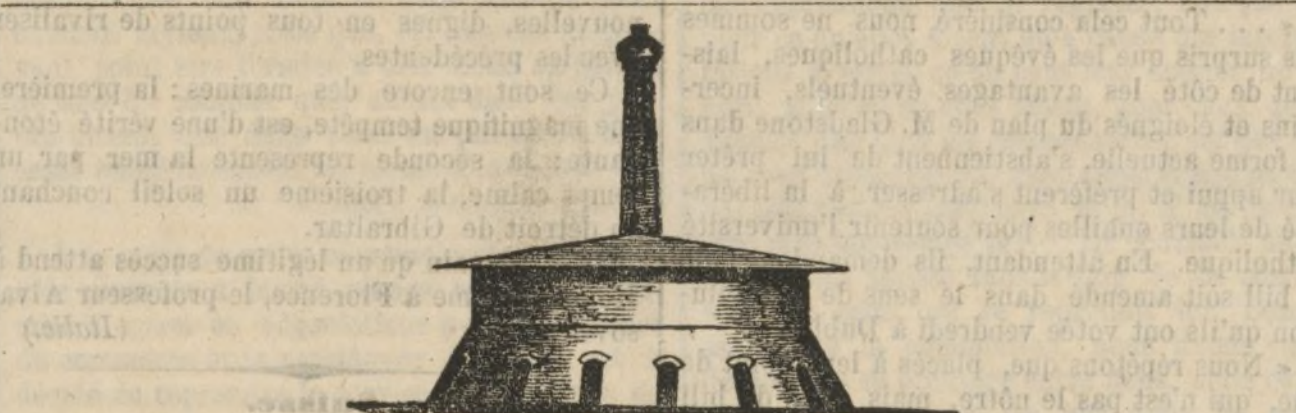
ARRIVAGE CHAQUE JOUR D'OUTRES D'OSTENDE A 1 r. 25 c. LA DIZAINÉ
DEUX FOIS PAR SEMAINE DES PRIMEURS ET FRUITS
DE NICE

de même des comestibles, tout ce que Paris a de mieux.

La cave de l'établissement est à même d'offrir aux gourmets les meilleurs vins.

DINERS ET SOUPERS A LA CARTE A TOUTE HEURE.
GRANDS ET PETITS DINERS DE COMMANDE.

Déjeuner chaque jour avec variété de plats. — Provisions toujours fraîches.
Salons et cabinets richement décorés, convenant particulièrement pour soirées, bals et réunions de société.



Au fait des meilleures constructions de fours à tuiles annulaires (Ringöfen) et expérimentés quant à leur installation, nous offrons nos services pour la construction de ces fours, qui produisent journellement de 5 à 30 mille tuiles très-bien cuites, avec un énorme économie de combustible.
Frankfort sur l'Oder (Prusse). Giellisch & Gregorovius, maîtres-maçons.
R. M. 432

AVIS.

M. Alexandre Negri venant d'être chargé de faire l'estimation de la galerie de tableaux et d'objets d'art de feu M. de Lazarew, il est également chargé d'en opérer la vente à l'amiable.
Tous les jours de une à trois heures. Place Michel, maison Lararew. 463

MOUVEMENT SUR LE CHEMIN DE FER

VORONÉGE-ROSTOW

pour le mois de janvier 1873.

| Transporté. | Reçu. |
|---|-------------------|
| 46,002 Passagers et militaires | 50,823 r. 98 c. |
| 15,910 pouds de bagages | 3,309 59 |
| 1,863,630 » marchandises | 151,504 89 |
| Recettes diverses | 1,876 » |
| Total pour janvier en 1873 | 207,514 46 |
| 1872 | 128,407 » |

| | | |
|---|-------------------------|-----------------------------|
| Différence en faveur de 1873 | 79,107 01 | 545 |
| Recette moyenne par jour : voyag. bagages, marchand. recettes. | | |
| En janvier 1873 | 1,513 person. 513 pouds | 60,117 pouds 6,694 r. 02 c. |
| » 1872 | 1,417 499 | 28,305 4,142 17 |

L'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE RUSSE DE RÉASSURANCE

a l'honneur d'informer MM. les actionnaires que le dividende pour 1872, fixé par décision de l'assemblée générale des actionnaires à 25 r. par action, se paie tous les jours, excepté les dimanches, de 11 à 2 heures, aux bureaux de l'administration, **Grande Morskaja, n° 28.** 523

CHEMIN DE FER D'OREL-GRAZI.

Mouvement et recettes pour le mois de janvier 1873.

| Mouvement : | Recette : |
|---|--|
| 17,948 voyageurs et militaires | 24,994 06 |
| 4,478 pouds de bagages | 1,090 04 |
| 1,466,108 pouds de marchandises | 77,693 61 |
| Recettes diverses | 753 22 |
| Total pour janvier 1873 | 104,530 93 |
| Recette en » 1872 | 124,900 36 |
| Différence en faveur de 1872 | 20,369 43 |
| Recette moyenne par jour : voyageurs, bagages, marchand. recettes. | |
| Janvier 1873 | 579 pers. 144 pouds 47,294 p. 3,371 r. 96 c. |
| » 1872 | 618 170 61,078 4,029 04 |

Recette moyenne par jour : voyageurs, bagages, marchand. recettes.

| | |
|------------------------|--|
| Janvier 1873 | 579 pers. 144 pouds 47,294 p. 3,371 r. 96 c. |
| » 1872 | 618 170 61,078 4,029 04 |



AU THÉÂTRE MICHEL.

Mardi 27 et mercredi 28 février 1873

GRANDES REPRÉSENTATIONS FANTASTIQUES ET PHYSIQUES
du célèbre magicien magotisseur
professeur BECKER
avec le concours des dames gymnastes nouvellement engagées à Paris :
1) Miss Azella et Miss Rosita, surnommées les phénomènes aériens.
2) Miss Léopoldine Addaker, surnommée l'Etoile du Nord.
3) Une troupe de saltimbanques composée de quatre dames, sous la direction de *Mister Kili*.
Pour la clôture de la représentation :
Grands tableaux vivants, académiques et mythologiques, par douze dames sous la direction de :
PAOLO BACCHERA de Turin.
Le programme des soirées sera donné par les affiches. On commencera à 7 1/2 heures du soir.
On peut se procurer des billets journellement à la caisse du théâtre Michel. 582

BANQUE DE COMMERCE DE ROSTOW SUR LE DON.

La direction de la Banque, en vertu du § 53 des statuts, a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires en assemblée générale ordinaire pour le jeudi 22 mars 1873, à 1 heure de relevée, au local de la Banque, maison Mouchine, à l'effet :

1^o D'entendre le rapport du conseil d'administration et recevoir les comptes de l'exercice depuis le 1^{er} mars, jour de l'ouverture de ses opérations, jusqu'au 31 décembre 1872.

2^o De remplacer un député sortant.

3^o D'élire deux membres du conseil d'administration.

Aux termes des §§ 49 et 50 des statuts :

Tous les actionnaires de la Banque ont le droit d'assister aux assemblées générales, mais le droit de voter n'appartient qu'aux propriétaires de vingt-cinq actions au moins.

Les actionnaires, pour avoir le droit de prendre part à l'assemblée générale, doivent présenter leurs actions au conseil d'administration deux semaines avant le jour fixé pour l'assemblée.

Le conseil d'administration de la Banque porte à la connaissance de MM. les actionnaires qu'à l'assemblée générale fixée au 22 mars ils auront à élire **deux membres du conseil** au lieu de deux candidats, comme il a été par erreur annoncé dans un précédent avis. 500

CHEMIN DE FER DE KOURS-KHARKOW-AZOW

Mouvement du mois de janvier 1873.

| Transporté. | Recettes. |
|---|-------------------------|
| 59,405 Passagers | 124,789 r. 90 c. |
| 2,482,120 ²⁵ pouds de marchandises | 275,059 62 |
| Recettes diverses | 5,452 65 |
| Total en janvier 1873 | 405,302 r. 17 c. |
| Total en janvier 1872 | 426,959 13 |
| Différence en faveur de 1872 | 21,656 r. 96 c. |
| Recette moyenne par jour. | |
| En janvier 1873 | 13,074 r. 26 c. |
| » 1872 | 13,772 87 |

Différence en faveur de 1872 698 r. 61 c.

Transport de voyageurs et de marchandises.

| | |
|--|-------------------------|
| Du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} février 1873 voyageurs | 59,405 |
| » 1872 | 68,699 |
| » 1873 marchandises pouds livrés | 2,482,120 ²⁵ |
| » 1872 | 1,929,257 ³⁸ |
| Au 1 ^{er} janvier 1872 il y avait en marchandises aux gares et sur wagons | 121,358 |

Mouvement des marchandises.

Pendant le mois de janvier, marchandises reçues en gare à expédier 2,533,221¹⁸
Pendant le mois de janvier, marchandises transportées 2,482,120²⁵
Reste au 1^{er} février, marchandises en gare à expédier 172,459
Disposant des moyens nécessaires pour le transport journalier dans les deux sens de 150,000 pouds, la quantité de marchandises qui se trouve sur la ligne est celle formant le transport d'une journée. 540

MOUVEMENT SUR LE CHEMIN DE FER KOZLOW-VORONÉGE

pour le mois de janvier 1873.

| Mouvement : | Recette : |
|---|---|
| 23,532 voyageurs et militaires | 26,539 93 |
| 10,530 pouds de bagages | 1,780 42 |
| 1,748,191 pouds de marchandises | 75,719 45 |
| Recettes diverses | 781 94 |
| Total pour 1873 | 104,821 74 |
| 1872 | 107,422 78 |
| Différence en faveur de 1872 | 3,401 04 |
| Recette moyenne par jour : voyag. bagages, marchand. recettes. | |
| En janvier 1873 | 759 personnes 339 pouds 56,393 pouds 3,381 r. 34 c. |
| » 1872 | 806 400 64,866 3,465 25 |